à Paris 10e 01-02-2018_à Paris 10e 01-02/09 17/01/2018 12:09 Page1

édité par les communistes
du 10ème arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris 10e

JANVIER-FÉVRIER 2018

LE LOGEMENT doit rester un droit pour tous

La guerre est déclarée aux locataires : baisse des APL, mobilité imposée aux résidents du parc social quand ils dépassent les plafonds d'accès, création d'un bail de courte durée, coupe budgétaire de 1,7 milliard d'euros pour les bailleurs sociaux.

Des mesures qui visent particulièrement le parc HLM mais qui auront aussi des répercussions sur les constructions de logements. Les professionnels du BTP évoquent la non-réalisation de 50 000 logements d'ici 2019.

Pourtant, les élus PCF de Paris font la démonstration qu'il est possible de mener une politique qui améliore la situation du logement. Dans un contexte défavorable, ils ont initié des mesures fortes :

- 3 milliards d'investissements sur 6 ans pour construire et rénover : déjà 7 000 nouveaux logements sociaux par an depuis 2014
- commissions d'attribution rendues accessibles au public et se déterminant sur la base de critères objectifs
- lutte contre la cherté des loyers par l'augmentation des taxes sur les logements vacants et les résidences secondaires, mise en place d'une charte anti-spéculative lors de la construction de logements neufs
- lutte contre les expulsions locatives: dans le 10e arrondissement, les interventions ont permis à plusieurs dizaines de personnes de ne pas se retrouver à la rue
- lutte contre les ventes à la découpe.

Répondre au besoin de logement relève d'un choix politique. Celui des communistes est aux antipodes de celui du « président des riches ».

le 9 décembre dernier, présence des élus communistes à la manifestation à l'appel du collectif Vive l'APL

UN NOUVEAU MONDE est-il né ?

Avec l'élection d'Emmanuel Macron, un nouveau monde serait né. Nous, communistes, nous nous battons pour ce « nouveau monde », ce monde où l'on aurait dépassé le capitalisme, où l'être humain se serait réapproprié ses moyens de production, un monde où la recherche de l'émancipation remplacerait la recherche du profit, ce monde où l'on en aurait fini avec l'évasion fiscale et où l'on garantirait des services publics de qualité sur tous les territoires, ce monde où l'on accueillerait dignement les migrants et ce monde où la recherche de la paix primerait à chaque instant. Oui, vivement ce nouveau monde !

Mais, à regarder la politique d'Emmanuel Macron, on est pris d'un doute : ce nouveau monde est-il arrivé ? Le ministre de l'Intérieur demande à des associations de « recenser » les personnes sans papiers et prépare un texte de loi sur les conditions d'asile encore plus répressif que ceux de Manuel Valls. Le gouvernement s'oppose à la suppression du « verrou de Bercy » (dispositif qui permet au gouvernement de régler les litiges de fraude fiscale dans le cabinet ministériel et non devant la justice).

Le gouvernement prévoit également un contrôle accru des chômeurs et une suspension de leurs droits s'ils refusent des offres d'emploi (reprise des propositions de Nicolas Sarkozy en 2012 et 2016). Le nouveau monde ressemble alors vraiment à l'ancien monde, en pire encore…

La Ve République est décidément malade : Nicolas Sarkozy, battu au premier tour de la primaire organisée par son parti politique, voit en réalité ses idées triompher un an plus tard ! Tout cela nous fait dire qu'il est plus que temps de passer réellement au nouveau monde, celui de la VIe République sociale, écologique et démocratique !

Pour construire ensemble ce nouveau monde, le PCF vous invite à ses *États généraux du progrès social* qui se tiendront le 3 février !

Élie Joussellin
secrétaire de la section PCF du 10e

SERVICE PUBLIC POSTAL
pour sa sauvegarde dans le 10e

Alors que son chiffre d'affaires est en hausse de 1,1% en 2016, le groupe La Poste vise à détricoter le service public postal. À Paris, en 3 ans, ce sont 36 bureaux qui ont fermé sur 188. Les horaires des bureaux de poste sont réduits, pénalisant les usagers et préparant de nouvelles fermetures. Dans le 10e, après la fermeture de plein exercice du bureau de Gare du Nord et la boutique située dans la Gare de l'Est, La Poste a annoncé la fermeture prochaine du bureau de la rue René Boulanger et des menaces existent sur celui de Satragne.

Depuis de nombreuses années, les communistes sont mobilisés non seulement pour défendre l'existant, mais aussi pour demander la création de nouveaux bureaux de poste dans les quartiers en essor démographique.

C'est en raison de ce contexte que, dans le 10e, un collectif s'est mis en place, composé de syndicats, d'associations et de partis politiques. Ce collectif a rencontré le 20 décembre dernier Alexandra Cordebard, Maire du 10e. Celle-ci a confirmé qu'elle s'opposerait à l'installation de relais-poste dans les supérettes. Le 10e est le seul à Paris qui résiste à cette mode : c'est une bonne nouvelle. Mais la Maire du 10e a refusé de s'associer aux actions du collectif.

le 13 janvier, opération de signatures de la pétition du collectif du 10e devant le bureau de la rue René Boulanger menacé également de fermeture

Ce dernier a décidé d'entamer une tournée des bureaux de poste du 10e pour informer les habitants et les inviter à signer une pétition qui sera remise à la direction de la Poste et à la Maire du 10e.
Vous pouvez aussi signer la pétition en envoyant un mail à pcfparis10@gmail.com

PROCÈS POUR TRAITE D'ÊTRES HUMAINS
verdict le 8 février 2018

Le 21 décembre 2017, le procès pour traite d'êtres humains de deux anciens gérants du 57 bd de Strasbourg s'est tenu. Le tribunal rendra sa décision le 8 février. Cette décision est importante politiquement et symboliquement.

Politiquement, car il s'agit de reconnaître que la traite peut se dérouler dans le monde du travail. Le travail forcé est une forme de traite d'êtres humains. C'est notamment ce que Bernard Thibault, membre de l'OIT, et Hélène Bidard, adjointe PCF à la Maire de Paris, appelés à la barre comme témoins, ont développé.

Symboliquement ensuite, car cette décision signerait la victoire totale des salariées du 57 bd de Strasbourg. Les travailleuses du 57 ont une nouvelle fois raconté à la barre le système qui régnait à Château d'Eau : un recrutement basé sur la vulnérabilité des travailleurs, les menaces incessantes, l'organisation du travail par langue… Selon Cristelle Chambarlhac, inspectrice du travail qui était intervenue lors de la grève, toutes les caractéristiques de la traite d'êtres humains se retrouvent dans le quartier de Château d'Eau.

Par deux fois déjà, la justice a donné raison aux salariées et les a reconnues comme victimes. Les communistes du 10e, qui les ont soutenues dès le premier jour, leur expriment une nouvelle fois leur reconnaissance et leurs félicitations pour le courage qu'elles ont eu.

lors de l'audience du 21 décembre dernier au TGI de Paris les salariées entourées de leurs soutiens de la CGT et du PCF

Ils appellent aussi la lutte à se poursuivre. Dans un premier temps, ils vous donnent rendez-vous le 8 février, soir du rendu du procès, au siège du PCF, place du Colonel Fabien, pour la projection du film consacré à la lutte, *Boulevard en lutte*, suivie d'un débat.

PASS NAVIGO
retour de la gratuité pour les seniors les plus modestes

Les communistes ont été entendus sur ce point.

Anne Hidalgo a annoncé, le 10 janvier, la gratuité du Pass Navigo à compter de juin 2018 pour les Parisiens de plus de 65 ans touchant moins de 2 200 €/mois pour une personne seule. Un dispositif dont pourront bénéficier près de 200 000 personnes.

Ils se réjouissent de cette mesure qui prend en compte le pouvoir d'achat des retraités souvent mis à mal, d'autant plus qu'ils avaient fortement protesté contre l'augmentation de la participation des seniors lors de la réforme de la tarification de 2015.

Cependant ils continuent à demander que le Pass Navigo Améthyste bénéficie du dézonage afin de favoriser la mobilité pour tous. Une exigence que, selon eux, la ville devrait porter plus fortement en direction de la Région et d'IDF Mobilités.

BUDGET 2018 DE LA VILLE DE PARIS
cap sur l'investissement et l'emploi public

Dans un contexte budgétaire tendu et face au désengagement de l'État, c'est un budget à contre-courant des politiques d'austérité qui a été adopté à Paris pour 2018.

Paris continuera d'investir 1,7 milliards d'€, en grande partie dans le logement social, pour de nouvelles places de crèches ou d'accueil de jour éducatif. Le budget de fonctionnement est en croissance de 1,2%.

Les élus communistes ont déposé une série d'amendements qui ont été majoritairement repris pour rénover ou créer des équipements dans les quartiers populaires et un financement de 180 000 € pour le sport de proximité a été adopté. En matière de santé, ils ont obtenu que 500 000€ soient débloqués en faveur du centre de santé Richerand dans le 10e.

L'année où la parole des femmes victimes de violence semble enfin être entendue, les élus PCF ont obtenu la création du *Centre des droits des femmes*, promis depuis 2002, avec 100 000 € prévus pour sa préfiguration en 2018. Le budget alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes a pour sa part été augmenté de 50 000 €.

Alors que l'État supprime nombre de contrats aidés, sur proposition des élus PCF, la Ville a abondé de 350 000 € le fonds de formation professionnelle pour les salariés en contrat aidé en vue de leur accompagnement vers un emploi pérenne.

Plusieurs postes supplémentaires de personnel de la Ville de Paris ont également été actés : pour les bibliothèques, pour le contrôle des meublés touristiques (Airbnb…), ainsi que pour la préfiguration de l'observatoire des inégalités scolaires.

C'est un budget qui maintient le cap sur l'investissement, sur l'emploi public et les grandes questions de société.

CENTRE DE SANTÉ RICHERAND
soutien au développement et à l'installation de l'Institut de Victimologie

Suite à un amendement du groupe communiste au budget 2018, la ville de Paris s'est engagée en décembre dernier à soutenir l'installation de l'Institut de Victimologie parisien au sein du centre de santé de la rue Richerand, dans le 10e. À cet effet, une première subvention de 500 000 € sera intégrée dans le budget 2018 et une seconde du même montant sera prélevée sur les crédits déjà prévus dans le programme d'investissement de la mandature.

Cet institut a pour vocation de prendre en charge le traitement médico-psychologique des victimes d'agressions, de viols, de violences conjugales et de troubles post-traumatiques, notamment liés aux attentats. Actuellement installé dans des locaux trop petits dans le 17e, il avait entretenu depuis plusieurs mois un partenariat avec le centre de santé Richerand, permettant d'offrir aux usagers un parcours complet de soins.

Dans le cadre de son nouveau projet médical, le centre Richerand a proposé de l'accueillir dans ses locaux. Ces derniers, situés à proximité des hôpitaux Saint-Louis/Lariboisière, permettront au centre Richerand de renforcer les partenariats avec ces structures hospitalières.

Les communistes se réjouissent donc de cet engagement du Conseil de Paris à soutenir financièrement le développement d'un centre de santé au modèle innovant dans une zone d'intervention prioritaire pour l'offre de soins de secteur 1, intégrant en son sein l'Institut de Victimologie. Une installation dans des locaux adaptés aux besoins des victimes et, notamment, des victimes des attentats et, ce, à quelques centaines de mètres des rues Bichat et Alibert.

le centre de santé Richerand, installé depuis de nombreuses années près du canal Saint-Martin accueillera bientôt l'Institut de Victimologie

FABRIQUÉ À PARIS
le label attribué à 234 produits

Ce label a été créé en 2017 pour valoriser les produits fabriqués à Paris et dynamiser l'artisanat parisien. Suite à un appel à projets lancé en novembre dernier, 234 productions ont obtenu le label *Fabriqué à Paris*.

Pour en bénéficier, il faut prouver que la fabrication ou la dernière transformation a été réalisée à Paris et que la valeur ajoutée a été majoritairement réalisée dans la capitale. Ces produits correspondent à plusieurs secteurs d'activité : artisanat d'art, création, artisanat alimentaire, activité de production…

Ce label a été mis en place, à l'initiative du groupe PCF, suite à une *Mission d'information et d'évaluation* présidée par Nicolas Bonnet. L'objectif est de valoriser les produits qui intègrent des critères éthiques, sociaux et environnementaux. Un moyen de réconcilier production, consommation et écologie.

Convaincu que le numérique révolutionne les systèmes de production, Nicolas Bonnet pense qu'il est possible d'aller plus loin et qu'une réindustrialisation est possible à Paris. Dans cette optique, il propose que la Ville crée des surfaces artisanales et industrielles, à loyer modéré, permettant à de jeunes entrepreneurs de se lancer.

C'est ce qui est envisagé, par exemple, dans la ZAC Bercy/Charenton.

UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE
à la mémoire des 3 militantes kurdes assassinées

5 ans jour pour jour après les meurtres de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, une plaque commémorative a été inaugurée le 9 janvier dernier devant le 147 rue La Fayette, immeuble où elles avaient été assassinées en 2013. Une initiative qui s'est concrétisée suite aux nombreuses démarches des élus communistes entreprises dès 2013.

Hélène Bidard, adjointe PCF à la Maire de Paris et représentant Anne Hidalgo lors de cette cérémonie, a rappelé que la Ville de Paris ne laissera aucun crime politique tomber dans l'oubli et a exigé que le gouvernement prenne ses responsabilités pour qu'un procès se tienne afin que la vérité soit faite et que la justice soit enfin rendue.

« Vérité et justice » étaient en effet les mots d'ordre de la manifestation du 6 janvier dernier qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes à la République. Une forte mobilisation qui a eu lieu le lendemain de la visite d'Erdogan, accueilli à Paris par Emmanuel Macron. Une visite qui constitue un nouvel outrage à l'égard des familles des victimes, du peuple kurde et de tous ceux qui subissent une répression impitoyable avec des vagues d'arrestations massives de journalistes, de syndicalistes, de magistrats, d'enseignants et de parlementaires.

le 9 janvier, Hélène Bidard, adjointe communiste à la mairie de Paris, a représenté Anne Hidalgo lors de la cérémonie de pose de la plaque commémorative

Les communistes expriment leur totale solidarité avec tous ceux qui œuvrent pour la défense des droits humains en Turquie.

BOULEVARD DE LA VILLETTE
vers une amélioration de l'accueil des migrants ?

Depuis plusieurs années, des camps de migrants se forment régulièrement dans le nord-est parisien. Aux évacuations musclées succède la recomposition de ces camps. De premières avancées ont été faites avec la création du centre d'hébergement à la porte de La Chapelle, mais cela ne suffit pas. Un des points de fixation reste le boulevard de la Villette où se trouve la plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile (PADA).

Suite à une mobilisation d'habitants du quartier en décembre 2017 dénonçant les conditions d'attente indignes devant la PADA, deux engagements viennent d'être pris par la Préfecture, en lien avec France Terre d'Asile qui gère le site. Le premier est la fin du dispositif « premier arrivé, premier servi » qui amène à la constitution de file d'attente dès la nuit venue, grâce à la mise en place d'un dispositif de rendez-vous à partir d'une application téléphonique ou internet.

La deuxième décision est d'envisager de faire déménager la PADA dans un lieu plus adapté.

PCF Parti communiste français — FRONT DE GAUCHE

www.pcf.fr

EN BREF

● Un toit pour les femmes victimes de violences

Sur proposition du groupe communiste, le conseil de Paris a adopté, en décembre dernier, la création dans le 10e d'un centre d'hébergement (51 logements) géré par l'association *Une femme, un toit* et d'une pension de famille (30 logements) gérée par l'association *Aurore*. Des structures destinées aux femmes victimes de violences ou en situation de grande exclusion.

● Airbnb et l'évitement fiscal

Cette entreprise qui propose des locations touristiques sur son site n'a payé, en France, en 2016 que 92 944 € d'impôts alors qu'elle y a réalisé un chiffre d'affaires de 130 M€. De plus elle propose aux hôtes qui utilisent son site une carte de débit prépayée mise à disposition d'une société basée à Gibraltar, paradis fiscal notoire. Pierre Laurent, sénateur communiste de Paris, a interpellé le ministre de l'Économie et des Finances à ce sujet.

● Promenade urbaine

Plus d'une centaine d'habitants ont participé à la réunion publique du 21 décembre à la mairie du 10e. Des précisions ont été apportées sur les modifications du plan de circulation et sur le projet de valorisation de l'architecture de la voie aérienne grâce à un système d'éclairage. Il a été demandé de prioriser l'installation d'activités pérennes (commerciales ou autres) dans des structures légères sous les voies.

● Victoire des salariés de Vélib'

Après des mois de mobilisation et une grève, les 267 salariés de Cyclocity (groupe Decaux) ont été repris par Smoovengo, le nouveau gestionnaire des Vélib' avec les mêmes conditions de salaire et la prise en compte de leur ancienneté.

● Salah Hamouri toujours emprisonné

Cela fait 5 mois que l'avocat franco-palestinien, Salah Hamouri, est emprisonné en Israël, sans qu'aucune charge ne pèse contre lui. Le PCF continue d'exiger sa libération et celle de l'ensemble des prisonniers politiques palestiniens.

● Élise Fajgeles défend le projet de loi immigration

Élise Fajgeles, députée du 10e, explique dans un tweet du 14 janvier : « Il y a des personnes qui fuient les guerres et les persécutions : ce sont les réfugiés, ils doivent être mieux accueillis. Et il y a des personnes qui pourraient être en sécurité dans leur pays et y mener leur vie : ils n'ont pas vocation à rester en France ». Pour elle, il y a une migration de « confort » dont abusent de nombreux migrants économiques… au risque de leur vie et des pires humiliations !

le site des communistes du 10e

articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications ***à Paris 10e***

www.pcfparis10.fr